

[Text]

When we appeared before this committee three years ago we tried to warn the Government of Canada about the consequences of passing this type of legislation. We estimated at that time that there would be about 120,000 to 150,000 "new Indians" created by the legislation. The Department of Indian Affairs stated that the numbers were about 20,000 and that not all would apply. They now admit their error. There are approximately 118,000 "new Indians" on the way to being proclaimed Indians. Canada does not accept 40,000 refugees, but the Indigenous communities are expected to accept 118,000 "new Indians".

EDUCATION: When the legislation was first introduced by Crombie, there were indications that Indian governments would not have to take this legislation. Since the passage of the legislation, the Department of Indian Affairs has undertaken a massive campaign to force the legislation into place. Their internal policies with regard to the administration of the funds of the communities have subtly changed. Bands who do not want to accept the women and their children have their finances manipulated by the Department officials. Moneys are tied up to accommodate the Bill C-31 people while our own band members are denied access to the funds.

We are aware of instances where students have been denied funding in order to make moneys available for the returning students. We can clearly see the direction the Department is taking. For one hundred years the Department of Indian Affairs tried to run the educational program for Indians. It was a complete and utter failure. Only when bands started to take control of their own education has education started to mean something to the children. The success rates of the Indian schools has been increasing. There are more students available to go on to post-secondary educational institutions. But the Department of Indian Affairs appears to not want the Indian students from the reserves to succeed at this level. There is all kinds of encouragement for the "new Indians", because these "new Indians" are already assimilated into the system and will continue the trend of assimilation. Also, an assimilated Indian does better in the non-Indian educational system, thus making the Department of Indian Affairs stats look better while they continue to accomplish their overall goal of assimilation of the Indigenous Peoples.

In reality, we now have a reversal of the policy begun one hundred years ago. At that time, under another Conservative Government lead by John Macdonald, the policy was to get Indians to enfranchise. This policy was only somewhat successful but did not accomplish its task—the destruction of the Indian Nations. Now the communities are going to be flooded with "new Indians" with non-Indian value systems and morals, and the

[Translation]

les empêcher de chasser, de pêcher et de tendre des pièges.

Lorsque nous avons comparu devant votre Comité, il y a trois ans, nous avons essayé de prévenir le gouvernement des conséquences de l'adoption de ce genre de loi. A cette époque, nous prévoyions qu'environ 120,000 à 150,000 personnes reprendraient leur statut d'Indien aux termes de cette loi. Le ministère des Affaires indiennes affirmait qu'environ 20,000 personnes étaient visées et que toutes ne demanderaient pas à être réintégrées. Les autorités admettent maintenant leur erreur. Environ 118,000 nouveaux Indiens seront bientôt inscrits sur les listes officielles. Le Canada refuse d'accueillir 40,000 réfugiés, mais les collectivités autochtones, elles, seraient censées pouvoir accepter 118,000 nouveaux sujets.

L'ÉDUCATION: Lorsque M. Crombie a déposé le projet de loi, tout semblait indiquer que les gouvernements indiens ne seraient pas tenus de s'y conformer. Toutefois, depuis l'adoption de ces dispositions législatives, le ministère des Affaires indiennes a mené une vaste campagne pour en forcer l'application. Il a subtilement modifié sa politique interne concernant l'administration des fonds des collectivités. Les bandes qui ne veulent pas accepter les femmes et leurs enfants voient leurs finances manipulées par les autorités du ministère. Les ressources sont réservées à l'application du projet de loi C-31 et, pendant ce temps, les membres déjà inscrits sur nos listes ne peuvent bénéficier des subventions.

Nous savons que certains étudiants se sont vus refuser des bourses, parce qu'on voulait garder les fonds pour les étudiants qui reviennent à la réserve. Nous pouvons très bien voir dans quelle direction s'en va le ministère. Depuis un siècle, celui-ci essaie d'orienter l'éducation donnée aux Indiens. Ses efforts ont été un échec complet et flagrant. Ce n'est que lorsque les membres se sont mis à reprendre le contrôle de leurs écoles que l'enseignement a commencé à avoir un sens pour les enfants. Le taux de réussite dans les classes indiennes s'est accru. Il y a maintenant plus d'étudiants qui sont disposés à poursuivre des études postsecondaires. Toutefois, le ministère des Affaires indiennes ne semble pas souhaiter que les étudiants indiens des réserves réussissent à ce niveau. On encourage par tous les moyens les nouveaux Indiens, parce qu'ils sont déjà assimilés et qu'ils favoriseront ainsi l'assimilation des autres. Il faut dire aussi qu'un Indien assimilé réussit mieux dans le système d'éducation non indien. Ses résultats permettent donc au ministère d'afficher de meilleures statistiques et partant, d'augmenter ses chances d'assimiler les autochtones.

En réalité, nous assistons de nos jours à un renversement de la politique amorcée il y a un siècle. A cette époque, sous un autre gouvernement conservateur dirigé par John MacDonal, on incitait plutôt les Indiens à s'émanciper. Cette tentative a connu un succès relatif mais elle n'a pas atteint complètement son but, à savoir l'extinction des nations indiennes. Désormais, nos collectivités seront envahies par les nouveaux Indiens qui